

## MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

### Autorisation à des chambres de commerce et d'industrie de contracter des emprunts.

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, et le ministre du commerce et de l'artisanat,

Vu la loi du 9 avril 1898 modifiée sur les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu les délibérations des chambres de commerce et d'industrie intéressées ;

Vu l'avis du conseil de direction du fonds de développement économique et social en date des 15 décembre 1981 et 21 juin 1982,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les chambres de commerce et d'industrie de Béthune, de Caen, de Cherbourg, de Lille et de Mulhouse sont autorisées à contracter les emprunts suivants en vue d'assurer le financement de travaux d'aménagement et d'équipement des ports dont elles assurent la gestion :

CHAMBRES de commerce et d'industrie.	PORTS	EMPRUNTS
		Francs.
Béthune .....	Zone Est du port de Béthune.	3 350 000
Caen .....	Port de Caen-Ouistreham ...	500 000
Cherbourg .....	Port de pêche .....	116 000
Cherbourg .....	Saint-Vaast-la-Hougue .....	155 000
Cherbourg .....	Port de commerce .....	1 000 000
Lille .....	Lille-Santès .....	3 000 000
Mulhouse .....	Port de Huningue .....	110 000

Ces emprunts pourront être réalisés et conclus, en totalité ou par fractions, auprès de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ou d'établissements financiers privés, dans les conditions fixées par le comité spécialisé n° 8 du fonds de développement économique et social.

L'amortissement de ces emprunts, qui pourront être remboursés par anticipation, s'effectuera dans un délai maximum de trente ans.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement desdits emprunts au moyen des recettes d'exploitation des ports complétées, s'il y a lieu, par les participations financières des collectivités locales et des compagnies consulaires.

Art. 2. — Le chef du service des chambres de commerce et d'industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 octobre 1982.

Le ministre du commerce et de l'artisanat,

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service des chambres de commerce et d'industrie,  
M. VALLIER.

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie,

Pour le ministre et par délégation :

Le délégué aux affaires régionales,  
A. VILLARET.

## MINISTÈRE DE LA CULTURE

### Commission de contrôle des films cinématographiques.

Par arrêté du ministre de la culture en date du 26 octobre 1982, est renouvelé dans sa fonction de membre de la commission de contrôle des films cinématographiques, pour la durée prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret modifié du 18 janvier 1961, au titre de représentant du ministre de l'intérieur :

Membre suppléant (1<sup>er</sup>) : M. Garnier (Bernard).

## MINISTÈRE DU TEMPS LIBRE

### JEUNESSE ET SPORTS

#### Brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré de l'option Ski alpin.

##### CRÉATION

Le ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne ;

Vu le décret n° 81-997 du 9 novembre 1981 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 22 novembre 1979 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Entraîneur de ski alpin de compétition) ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 1979 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin) ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 1979 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants) ;

Après avis de la commission consultative du ski,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé le premier degré de l'option Ski alpin du brevet d'Etat d'éducateur sportif.

Son obtention confère le droit de porter le titre de moniteur national.

Art. 2. — Le premier degré de l'option Ski alpin du brevet d'Etat d'éducateur sportif confère à son titulaire le droit d'animer et d'enseigner le ski alpin, sous toutes ses formes, y compris hors des pistes balisées, à l'ensemble des classes de la progression de l'enseignement du ski alpin définie par la commission consultative du ski. Toutefois, son activité ne peut s'exercer sur les terrains dont la fréquentation fait appel aux techniques de l'alpinisme.

Il confère en outre le droit d'entraîner à la compétition, dans les conditions définies par le ministre chargé des sports, sur proposition de la commission consultative du ski.

Art. 3. — La formation comprend :

- Une formation commune ;
- Un stage en situation ;
- Des unités de formation ;
- Un stage final.

La durée de la formation est de trois ans à partir de la date de délivrance d'un livret de formation. Elle peut être prolongée d'une ou deux années, par dérogation.

L'âge exigé pour effectuer le stage en situation est de dix-huit ans au moins au début du stage.

Le candidat a le choix de l'ordre dans lequel il préparera les unités de formation et réalisera le stage en situation.

Art. 4. — L'entrée en formation s'effectue à l'issue d'un stage de préformation d'une durée de deux semaines. Ce stage est organisé à l'échelon régional sous la responsabilité des services de la jeunesse et des sports.

Les candidats au stage de préformation doivent être âgés de dix-sept ans au moins à la date de début du stage.

Le stage de préformation est sanctionné par un examen comprenant une note de stage. La réussite à cet examen conduit à la délivrance du livret de formation ; ce livret permet l'accès à la formation.

Art. 5. — L'accès à la préformation est conditionné par la réussite à un test technique organisé sous la responsabilité des services de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — Le candidat doit avoir subi avec succès l'examen de formation commune avant d'accomplir le stage final.

Art. 7. — Le stage en situation s'effectue obligatoirement pendant la période de trois ans de la formation et avant le stage final.

Il a une durée minimum de quarante-cinq jours et peut être fractionné.

Il se déroule dans un centre d'enseignement ou d'entraînement du ski agréé à l'échelon régional.

Le stagiaire fait l'objet d'un rapport rédigé par le conseiller de stage auprès duquel il est placé.

Art. 8. — Au cours de la période de formation, des unités de formation sont préparées à l'échelon régional dans le cadre de sessions organisées ou agréées par les services de la jeunesse et des sports.

Pour effectuer le stage final, le candidat doit avoir suivi au moins une unité de formation dans chacun des domaines suivants :

- Technique individuelle ;
- Pédagogie, animation et langue vivante ;
- Sécurité et connaissance du milieu ;
- Connaissances générales sur le ski.

Art. 9. — Le stage final a une durée de six semaines.

Il est organisé à l'échelon national par l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme.

Il comprend un examen aboutissant à la délivrance du brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré de l'option Ski alpin.

Art. 10. — Le contenu du stage de préformation et des différentes parties de la formation ainsi que les modalités de leur réalisation sont déterminés par des arrêtés complémentaires.

Art. 11. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 22 novembre 1979 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Entraîneur de ski alpin de compétition) est abrogé en ce qui concerne les dispositions se rapportant au premier degré.

Art. 12. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 26 décembre 1979 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin) est abrogé en ce qui concerne les dispositions se rapportant au premier degré.

Art. 13. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 26 décembre 1979 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants) sont abrogées.

Art. 14. — Les mesures d'équivalence entre les titres d'enseignement du ski alpin abrogés aux articles ci-dessus et le premier degré de l'option Ski alpin créé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont fixées par arrêté.

Art. 15. — Un arrêté complémentaire définira les conditions particulières d'accès, pour la saison de ski 1982-1983, à la formation conduisant à la délivrance du titre créé à l'article 1<sup>er</sup>.

Le même arrêté définira les conditions dans lesquelles les candidats engagés dans la formation conduisant aux titres abrogés par les articles 11, 12 et 13 ci-dessus pourront terminer leur formation.

Art. 16. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 octobre 1982.

EDWIGE AVICE.

#### MODALITÉS D'ACCÈS A LA FORMATION D'EDUCATEUR SPORTIF DU PREMIER DEGRÉ DE L'OPTION SKI ALPIN

Le ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne ;

Vu le décret n° 81-997 du 9 novembre 1981 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1982 relatif à la création du brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré de l'option Ski alpin ;

Après avis de la commission consultative du ski,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Pendant la saison de ski 1982-1983, les candidats au brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré de l'option Ski alpin ayant subi avec succès le test technique prévu à l'article 5 de l'arrêté du 29 octobre 1982 susvisé pourront accéder à la formation, soit à l'issue du stage de préformation prévu à l'article 4 de l'arrêté mentionné ci-dessus, soit à l'issue d'un examen technique défini à l'article 2.

Art. 2. — L'examen technique prévu à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté comprend les épreuves suivantes :

Coefficient.

Descente libre .....	3
Descente tous terrains, toutes neiges .....	3
Virage vers l'aval, skis parallèles .....	3
Virage « stem » .....	2
Godille .....	2
Trace directe, quatrième degré .....	2

Les candidats ayant obtenu 150 points au moins à l'ensemble des épreuves recevront un livret de formation.

Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 6 sur 20 peut être déclarée éliminatoire après délibération du jury.

En aucun cas, un candidat ne peut se présenter à plus d'une session d'examen dans la saison.

Art. 3. — Le jury de l'examen technique mentionné à l'article 2 ci-dessus est composé des personnes suivantes, désignées par le ministre chargé des sports :

Le directeur régional du temps libre, de la jeunesse et des sports ou son représentant, membre d'un des corps de l'inspection de la jeunesse et des sports, président ;

Un représentant de l'école nationale de ski et d'alpinisme ;

Deux représentants de la fédération française de ski ;

Deux représentants de l'organisation professionnelle la plus représentative ;

Des techniciens qualifiés.

Art. 4. — Les candidats en formation pour l'obtention des titres d'enseignement du ski alpin abrogés par l'arrêté du 29 octobre 1982 susvisé pourront, jusqu'à la fin de la saison de ski 1983-1984, terminer la formation dans laquelle ils sont engagés.

Ceux qui, au terme de cette période, n'auraient pu obtenir les titres d'enseignement concernés pourront bénéficier de mesures d'équivalence leur permettant l'accès au cursus de formation défini à l'article 3 de l'arrêté du 29 octobre 1982 susvisé.

Ces mesures d'équivalence ne visent que les personnes qui ont subi avec succès l'examen technique de l'option Ski alpin du premier degré ou de l'option Moniteur de ski alpin pour enfants depuis moins de trois ans à la date d'entrée dans le cursus défini ci-dessus.

Art. 5. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 octobre 1982.

EDWIGE AVICE.

## MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT

### Décret portant nomination au conseil d'administration de l'Agence foncière et technique de la région parisienne.

Par décret en date du 9 novembre 1982, est nommé en tant que représentant de l'Etat, membre du conseil d'administration de l'Agence foncière et technique de la région parisienne, en remplacement de M. Guirauden (Bernard), administrateur civil, sous-directeur, chargé du service de l'aménagement urbain au ministère de l'urbanisme et du logement, appelé à d'autres fonctions : M. Fargette (Bruno), ingénieur des ponts et chaussées, chargé du bureau de l'action foncière et des études économiques à la direction de l'urbanisme et des paysages.

Son mandat prendra fin le 6 septembre 1984.

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

### Budget du parc national des Ecrins.

Par arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et du ministre de l'environnement en date du 12 octobre 1982, le budget du parc national des Ecrins pour l'exercice 1982 est arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de 14 192 051 F.

Par arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et du ministre de l'environnement en date du 12 octobre 1982, le budget du parc national des Ecrins pour l'exercice 1982 est augmenté, en recettes et en dépenses, à la somme de 3 115 237 F.

### Conseil d'administration de l'Office national de la chasse.

Par arrêté du ministre de l'environnement en date du 20 octobre 1982, est nommé membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national de la chasse :

En qualité de représentant élu de la région cynégétique Est.

M. Koenig (Louis), président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de M. Pfister. Le mandat de M. Koenig prendra fin le 30 juin 1984, date normale de fin du mandat de M. Pfister.

### Conseil national de la chasse et de la faune sauvage.

Par arrêté du ministre de l'environnement en date du 20 octobre 1982, est nommé membre titulaire du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage :

En qualité de représentant élu de la région cynégétique Est.

M. Koenig (Louis), président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de M. Pfister. Le mandat de M. Koenig prendra fin le 30 juin 1984, date normale de fin du mandat de M. Pfister.